

Unité départementale du Haut-Rhin  
2 place du général de Gaulle  
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 07/03/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **HOLCIM BETON GRANULAT HAUT RHIN- HBGHR**

liezu dit Ritty  
68730 Blotzheim

Références : 0006700264\_2022\_03\_02\_HOLCIM\_BGHR\_Hirtzfelden\_VIIC échéance\_2023  
Code AIOT : 0006700264

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/03/2023 de la carrière HOLCIM BETON GRANULAT HAUT RHIN- HBGHR implantée au lieu-dit "AUF MUNCHHAUSERSTRAS" au 20 route D' ENSISHEIM ZERC2 68740 Hirtzfelden. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HOLCIM BETON GRANULAT HAUT RHIN- HBGHR
- AUF MUNCHHAUSERSTRAS 20 RTE D' ENSISHEIM ZERC2 68740 Hirtzfelden
- Code AIOT : 0006700264
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation est une carrière d'extraction de matériaux alluvionnaires sous eau. La carrière est autorisée par l'arrêté préfectoral n° 3272 du 14 novembre 2000 modifié. L'exploitation est autorisée pour 30 ans jusqu'au 14 novembre 2030 (échéance de l'extraction de matériaux au 14 août 2030 ; échéance de la remise en état au plus tard 14 novembre 2030). L'emprise de la carrière couvre environ 80 ha et la vitesse d'extraction est de 700 000t/an (1 000 000 t/an maximum). L'autorisation couvre également les installations de traitement pour une puissance de 1800 kW (Rubrique 2515 à enregistrement) et une zone de transit de matériaux de 16 ha (rubrique 2517 à enregistrement).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Remise en état du talus Est de la plateforme (installation de traitement)

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Réaménagement du talus	AP Complémentaire du 16/11/2020, article 3	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Respect des distances de recul et des pentes du talus reconstitué	AP Complémentaire du 16/11/2020, article 3	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le talus n'a pas été réensemencé comme prévu.

L'exploitant doit justifier du respect des distances de recul et des pentes du talus, en fournissant un relevé de la zone par un géomètre.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Respect des distances de recul et des pentes du talus reconstitué**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/11/2020, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des distances de recule et des pentes du talus reconstitué
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> «Toutefois et s'agissant des talus à sec et sous eau, au droit de l'actuelle berge Ouest de la partie en eau, et pour le secteur localisé au plan annexé au présent arrêté (bordure Sud-Est de la plate-forme de traitement et stockages temporaires), les dispositions suivantes se substituent aux prescriptions ci-dessus : - le talus à sec doit présenter une pente moyenne mesurée par rapport à l'horizontale de 1/2 (environ 26 degrés), - avant le 31 décembre 2020 : • le merlon situé en bordure Est de la plate-forme, en crête du talus à sec est supprimé, • en partie Est de la plate-forme, une bande de terrains de 11 mètres de largeur, comptée à partir de la limite Est de la plate-forme (crête du talus) est dégagée de tout stockage de matériau et autre pouvant constituer une surcharge, • cette limite de 11 mètres doit être matérialisé par un dispositif pérenne faisant obstacle (clôture, dispositif de clôture du type merlon mais dans cette hypothèse le merlon sera constitué de telle

<p>sorte que son pied Est matérialise cette limite de 11 mètres),</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une risberne, hors d'eau, d'au moins 6 m de largeur, doit être conservée en pieds du talus à sec en berge Ouest de la partie en eau,</li> <li>- la pente de talus sous eau ne devra pas être plus raide que : <ul style="list-style-type: none"> <li>• 1/2,3 pour les 11 premiers mètres sous eau, jusque la cote 189,60 mNGF,</li> <li>• 1/1,1 pour les 17 mètres suivants, jusque la cote 172,20 mNGF</li> <li>• 1/2,2 pour les 10 mètres suivants, jusque la cote 162,40 m NGF</li> <li>• puis 1/2,5 pour les terrains sous 162,40 mNGF</li> </ul> </li> </ul> <p>(...)</p>
<p><b>Constats :</b> Le jour de la visite, il a été constaté que le talus Est de la plateforme a été aménagé. Les stockages sont tenus à distance du bord du talus. Une grille a été mise en place. La distance est estimée visuellement à une dizaine de mètres.</p> <p>Il existe une risberme au niveau du plan d'eau sur laquelle une voie de circulation a été aménagée. Celle-ci permet d'accéder au poste de pompage des eaux de lavage de traitement.</p> <p>Le contrôle visuel des aménagements n'a pas permis d'être assuré du respect des distances et des pentes imposées.</p> <p>L'exploitant devra en justifier par la production d'un relevé de la zone par un géomètre. Le relevé comprendra un profil (ou des profils le cas échéant) hors d'eau et sous eau qui sera transmis au service d'inspection dans un délai de trois mois.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

## N° 2 : Réaménagement du talus

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/11/2020, article 3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, stabilité du talus Est- de la plateforme</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>(...)</p> <p>- avant le 31 décembre 2020, la partie de talus à sec concernée (plan annexé au présent arrêté- (talus en bordure Sud-Est de la plate-forme de traitement et stockages temporaires) sera végétalisée avec des essences locales propices à optimiser la stabilité de ce talus ; l'opération d'aménagement et de plantation devra être élaborée par un professionnel ou un bureau compétent ; les plantes/essences utilisées devront être des plantes/essences adaptées (nécessitant peu de régilage préalable de terre végétale) et locales.</p>
<p><b>Constats :</b> Le jour de la visite, il a été constaté que des travaux ont été réalisés sur le talus Est (cf point de constat précédent) de la plateforme.</p> <p>Cependant, l'ensemencement du talus n'a pas été réalisé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>